

VD_OMNI AC.2024.0009 vom 29. Mai 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-05-29, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_omni_AC.2024.0009

FR: VD_OMNI AC.2024.0009 du 29 mai 2024

IT: VD_OMNI AC.2024.0009 del 29 maggio 2024

Regeste

A. _____, B. _____/Municipalité de Begnins, C. _____ | Admission du recours contre la décision de la municipalité refusant un permis de construire pour une pompe à chaleur (PAC) air-eau. Application de l'art. 7 al. 3 OPB. La municipalité ne pouvait pas exiger des recourants l'étude de mesures constructives supplémentaires ou d'emplacements alternatifs. Rejet du recours en matière de droit public, dans la mesure où il est recevable, par le TF (1C_392/2024 du 10.02.2025).

Erwägungen

E. 1

La décision par laquelle une municipalité refuse de délivrer un permis de construire (art. 103 ss de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions [LATC; BLV 700.11]) peut faire l'objet d'un recours de droit administratif au sens des art. 92 ss de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD; BLV 173.36). En l'occurrence, le recours a été déposé en temps utile (art. 95 LPA-VD) et il respecte les exigences légales de motivation (art. 79 LPA-VD, par renvoi de l'art. 99 LPA-VD). La qualité pour recourir est définie à l'art. 75 LPA-VD (par renvoi de l'art. 99 LPA-VD); elle doit à l'évidence être reconnue aux propriétaires fonciers requérants de l'autorisation. Il y a donc lieu d'entrer en matière.

E. 2

La contestation porte, d'après le recours, exclusivement sur l'autorisation d'installer une PAC et sur l'application des normes de limitation du bruit de cet équipement. a) La PAC litigieuse est une installation fixe nouvelle au sens des art. 7 al. 7 de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.01) et 2 al. 1 de l'ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB; RS 814.41), dont l'exploitation produit un bruit extérieur. À ce titre, elle ne peut être construite, en vertu des art. 25 al. 1 LPE et 7 al. 1 let. b OPB (disposition de l'ordonnance du Conseil fédéral ayant la même portée que la règle légale précitée), que si les immissions sonores (cf. art. 7 al. 2 i.f. LPE; bruit au lieu de son effet) qu'elle génère ne dépassent pas les valeurs de planification fixées à l'annexe 6 de l'OPB. Celle-ci prévoit en particulier les valeurs limites applicables aux installations de chauffage, de ventilation et de climatisation (ch. 1 al. 1 let. e de l'annexe 6 OPB) qui sont applicables aux PAC. Dans une zone à laquelle le DS III a été attribué – c'est le cas des terrains directement voisins de la parcelle des recourants –, les valeurs de planification à observer sont de 60 dB(A) le jour et de 50 dB(A) la nuit. b) Dans le concept de la LPE, l'obligation de respecter les valeurs de planification (art. 25 al. 1 LPE) ne dispense pas le détenteur de l'installation de respecter le principe énoncé à l'art. 11 al. 2 LPE qui dispose que, " indépendamment des nuisances existantes, il importe, à titre préventif, de limiter les émissions dans la mesure que permettent l'état de la technique et les

conditions d'exploitation et pour autant que cela soit économiquement supportable " (principe de prévention). C'est pourquoi, s'agissant de la limitation des émissions de nouvelles installations fixes, l'OPB énonce également, à son art. 7 al. 1 let. a, une règle correspondant matériellement à l'art. 11 al. 2 LPE ("[l]es émissions de bruit d'une nouvelle installation fixe seront limitées conformément aux dispositions de l'autorité d'exécution dans la mesure où cela est réalisable sur le plan de la technique et de l'exploitation et économiquement supportable "). L'art. 7 OPB a été récemment modifié par le Conseil fédéral, qui a introduit un nouvel alinéa 3 par une ordonnance du 29 septembre 2023 en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2023 (RO 2023 582 – cf. infra). Auparavant, dans la jurisprudence relative à l'installation de nouvelles pompes à chaleur extérieures, il était rappelé la nécessité d'examiner chaque cas d'espèce à la lumière des critères définis par les art. 11 al. 2 LPE et 7 al. 1 let. a OPB pour déterminer si le principe de prévention exige une limitation supplémentaire des émissions, nonobstant le respect des valeurs de planification. Dans ce cadre, le principe de prévention impose, lors du choix de l'emplacement d'une nouvelle installation, de tenir compte des émissions que celle-ci produira et de la protection des tiers contre les atteintes nuisibles et incommodantes (ATF 141 II 476 consid. 3.2). Dans la pratique, le respect du principe de prévention a pu justifier l'ordre donné par une autorité de réaliser certaines mesures d'isolation phonique (cf. notamment arrêt CDAP AC.2022.0129 du 10 février 2023 consid. 2 – pose d'un capot sur une PAC). c) Il ressort d'interventions parlementaires récentes que l'application concrète de ces normes – singulièrement des exigences supplémentaires tirées de l'art. 11 al. 2 LPE quand le respect des valeurs de planification selon l'art. 25 al. 1 LPE est garanti – pouvait freiner le remplacement de systèmes de chauffage fonctionnant avec des combustibles fossiles par des installations exploitant la chaleur présente dans l'environnement. Le Conseil fédéral a dès lors été invité à simplifier l'exécution des prescriptions en matière de protection contre le bruit s'appliquant aux pompes à chaleur (voir la motion 22.3388 – Simplifier le passage à des systèmes de chauffage moderne, déposée le 26 avril 2022 et adoptée en définitive par les deux Chambres). Le Conseil fédéral a adopté le 29 septembre 2023 une modification de l'OPB, complétant l'art. 7 OPB par l'adjonction d'un nouvel al. 3 ainsi libellé: "

E. 3

Il s'ensuit que la décision attaquée doit être annulée, la cause devant être renvoyée à la municipalité pour nouvelle décision (cf. art. 90 al. 2 LPA-VD, par renvoi de l'art. 99 LPA-VD). Il incombera à cette autorité de statuer en application du droit en vigueur au moment de sa décision, en examinant donc si le nouvel art. 68c du règlement d'application de la LATC (RLATC; BLV 700.11.1) permet de dispenser l'installation litigieuse d'une autorisation de construire. Il convient de préciser que comme le présent litige ne porte pas sur l'application des règles sur les distances aux limites ni sur la portée d'une servitude de passage dans une procédure administrative régie par la LATC (ch. 1 et 2 de la décision attaquée), la municipalité n'est pas habilitée à statuer différemment sur ces points à la suite du présent arrêt de renvoi. Les recourants obtenant gain de cause, les frais de justice doivent être mis à la charge, à parts égales, de la Commune de Begnins et de l'opposant, vu leurs conclusions tendant à la confirmation de la décision attaquée (cf. art. 49 LPA-VD). Pour ces mêmes motifs, la Commune et l'opposant doivent verser des dépens aux recourants (cf. art. 55 LPA-VD).